

RECHERCHE D'EMPLOI ET EXPLOITATION: ce que vous devez savoir

La protection des droits des travailleurs commence
dès le processus de recrutement et de sélection



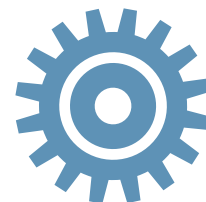
Le recrutement et la sélection englobent toutes les activités qu'une entreprise réalise pour rechercher de nouveaux employés : publication d'offres d'emploi, analyse des CV, entretiens, etc.

La loi italienne stipule que la phase de recrutement et la sélection du personnel doit respecter certaines règles :

- le recrutement doit respecter les droits de l'homme internationalement reconnus ;
- les travailleurs ou les demandeurs d'emploi ne doivent pas payer pour le recrutement ;
- les entreprises ne doivent faire appel qu'à des personnes ou organismes autorisés pour le recrutement ;
- le recrutement doit répondre aux demandes du marché de travail tout en respectant les principes du travail décent.

L'intermédiation entre l'offre et la demande de travail consiste à mettre un travailleur en contact avec un employeur. En Italie, seuls les bureaux autorisés par le ministère du Travail peuvent le faire et la loi interdit aux agences ou aux intermédiaires de demander ou de prendre de l'argent aux demandeurs d'emploi.

**IL EXISTE DES SITUATIONS OÙ LES RÈGLES DE RECRUTEMENT NE SONT PAS RESPECTÉES
ET OÙ LES DROITS DES TRAVAILLEURS NE SONT PAS PROTÉGÉS.**



EXPLOITATION DU TRAVAIL

Lorsque le recrutement, les horaires de travail, les salaires, les conditions de vie et de travail auxquels sont soumis les travailleurs ne respectent pas les règles fixées par les conventions collectives nationales, on parle d'exploitation du travail.

Quatre caractéristiques ont été identifiées et appelées indices d'exploitation :

1. Si la rémunération est très inférieure à celle prévue par les conventions collectives nationales ou en tout cas disproportionnée par rapport à la quantité et à la qualité du travail ;
2. Si les règles relatives au temps de travail, aux périodes de repos, au repos hebdomadaire, au congé de maternité, aux vacances ne sont pas respectées de manière répétée ;
3. Si les règles de santé et de sécurité ne sont pas respectées sur le lieu de travail ;
4. Si les conditions de travail, les méthodes de surveillance ou le lieu où vous êtes obligé de vivre vous soumettent à un traitement dégradant (par exemple, vous êtes obligé de vivre sans toilettes ou sans eau potable, etc.)





RECRUTEMENT ILLICITE DE MAIN-D'ŒUVRE

Le caporalato est une pratique illégale consistant à recruter une main-d'œuvre bon marché qui sera exploitée pour un travail quotidien ou hebdomadaire.

Un « caporal » est une personne qui trouve des ouvriers et des travailleurs agricoles pour travailler dans l'agriculture ou sur des chantiers de construction. Les « caporaux » cherchent de la main-d'œuvre, c'est-à-dire des travailleurs pour la journée, afin de les faire travailler illégalement, sans contrôle et sans assurance.

Le caporalato est contraire à la loi parce que :

- les caporaux procurent des travailleurs journaliers aux propriétaires de fermes et de chantiers de construction et prennent de l'argent en retour.
- les travailleurs sont mal payés et ne respectent pas les taux prévus dans les contrats, ne respectant pas les règles de placement et de recrutement équitable.

SI VOUS VOUS TROUVEZ DANS L'UNE DE CES SITUATIONS, VOUS POUVEZ DÉNONCER VOTRE EMPLOYEUR POUR EXPLOITATION PARTICULIÈRE DU TRAVAIL ET/OU COOPÉRER À UNE PROCÉDURE PÉNALE CONTRE L'EMPLOYEUR.

TITRE DE SÉJOUR POUR EXPLOITATION GRAVE DU TRAVAIL

Si vous dénoncez vos employeurs ou vos exploiters et aidez la police dans ses enquêtes, vous pouvez avoir droit à un permis de séjour pour exploitation grave du travail.

La durée de ce permis est de six mois et peut être renouvelée pour un an ou pour la durée de la procédure pénale.

Vous pouvez travailler et vous pouvez le convertir en un permis de travail indépendant ou d'emploi salarié.

Elle peut être révoquée si vous recommencez à travailler pour les mêmes personnes que celles que vous avez dénoncées.

Même sans plainte, si vous vous trouvez dans une situation de violence ou d'exploitation grave, vous pouvez obtenir **un permis de séjour pour « raisons de protection sociale »**.

Elle est délivrée lorsqu'il existe des dangers concrets pour vous ou des situations documentées de violence ou d'exploitation, afin de vous mettre en sécurité et de participer à un programme d'assistance.

NUMÉROS UTILES

Dénoncer une situation de recrutement de main-d'œuvre illicite :

LIGNE DIRECTE S.O.S. CAPORALATO

800 199 100

(Rapports anonymes également)

Pour l'assistance et l'accompagnement en cas de situation d'exploitation :

LIGNE D'URGENCE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES

HUMAINS 800 290 290

LES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS

Ce sont des associations qui représentent et défendent les droits des travailleurs.

- Vous renseigner sur vos droits : contrat, horaires de travail, congés, autorisations d'absence et de rémunération, santé et sécurité, etc.
- Bénéficier d'une assistance juridique en cas de violation de vos droits par l'employeur. En outre, grâce aux services promus par le Syndicat, vous pouvez obtenir :
- Assistance fiscale auprès des CAF
- Assistance en matière d'accidents, de maladies professionnelles, de pensions, de chômage, etc. auprès d'un service du Patronat.

Projet cofinancé par



Contenu développé dans le cadre du projet
«Engaging Pakistani Diaspora in Italy for
promoting Decent Work in Pakistan»



Grâce au Fond caritatif et d'œuvres sociales et culturelles de Intesa Sanpaolo